

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Louvre Banque Privée

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 222 000 000 €

Siège social : 48 rue du Louvre, 75001 Paris

384 282 968 R.C.S. Paris

*Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 2026***I – Bilan**

(En euros)

Actif	Exercice N	Exercice N-1 (31/12/2024)
Caisse, banques centrales, CCP	163,08	214,46
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédit	221 224 248,95	387 231 991,47
A vue	67 390 500,98	179 536 537,74
A terme	153 833 747,97	207 695 453,73
Opérations avec la clientèle	4 605 630 066,31	4 702 865 383,43
Créances commerciales	-	-
Autres concours à la clientèle	4 312 424 256,91	4 415 987 093,23
Comptes ordinaires débiteurs	293 205 809,40	286 878 290,20
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Participation et autres titres détenus à long terme	1 587 231,75	2 388 763,49
Parts dans les entreprises liées	740 000,00	740 000,00
Crédit-bail et location avec option d'achat	-	-
Location simple	-	-
Immobilisations incorporelles	17 399 113,57	17 252 603,70
Immobilisations corporelles	16 843 803,08	19 274 458,02
Capital souscrit non versé	-	-
Actions propres	-	-
Autres actifs	74 143 839,89	65 820 688,95
Comptes de régularisation	55 046 435,06	55 467 272,83
Total de l'actif	4 992 614 901,69	5 251 041 376,35

Passif	Exercice N	Exercice N-1 (31/12/2024)
Banques centrales, CCP	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	3 517 904 207,41	3 735 262 760,93
A vue	597 292,91	311 256,58
A terme	3 517 306 914,50	3 734 951 504,35
Opérations avec la clientèle	1 115 903 410,60	1 173 425 252,18
Comptes d'épargne à régime spécial	417 890 387,96	438 611 641,12
A vue	316 584 274,81	343 939 680,28
A terme	101 306 113,15	94 671 960,84
Autres dettes	698 013 022,64	734 813 611,06
A vue	667 077 113,61	662 313 937,47
A terme	30 935 909,03	72 499 673,59
Dettes représentées par un titre	-	-
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire et créances négociables	-	-
Emprunts obligataires	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Autres passifs	15 372 532,26	14 320 042,40
Comptes de régularisation	61 154 606,74	54 169 571,95
Provisions pour risques et charges	3 224 788,91	2 659 589,77
Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	568 469,00	-
Capitaux propres hors FRBG	278 486 886,77	271 204 159,12
Capital souscrit	222 000 000,00	222 000 000,00
Primes d'émission	-	-
Réserves	22 200 000,00	22 578 795,38
Ecart de réévaluation	-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissement	21 536,56	20 575,49
Report à nouveau	343 583,63	223 076,40
Report à nouveau	343 583,63	223 076,40
Acomptes sur dividendes	-	-

Résultat en instance d'affectation	-	-
Résultat de l'exercice	33 921 766,58	26 381 711,85
Total du passif	4 992 614 901,69	5 251 041 376,35

Hors-bilan	Exercice N	Exercice N-1
Engagements donnés		
Engagements de financement	180 625 032,52	140 084 402,81
Engagements de garantie	5 520 573,91	6 539 878,13
Engagements sur titres	-	-
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	816 743 476,51	896 795 455,46
Engagements sur titres	-	-

II. – Compte de résultat
(En euros)

	Exercice N	Exercice N-1 (31/12/2024)
+ Intérêts et produits assimilés	98 529 592,43	105 137 853,27
- Intérêts et charges assimilées	-60 491 279,88	-65 168 351,23
+ Produits sur opérations de crédit bail et assimilées	-	-
- Charges sur opérations de crédit bail et assimilées	-	-
+ Produits sur opérations de location simple	-	-
- Charges sur opérations de location simple	-	-
+ Revenus des titres à revenu variable	1 283 657,90	2 506 191,33
+ Commissions (produits)	182 265 738,00	158 864 472,15
- Commissions (charges)	-39 583 339,74	-28 711 265,96
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-182 622,18	-179 756,89
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	790 567,20	653 442,73
- Autres charges d'exploitation bancaire	-237 918,95	-432 433,69
+ Produit net bancaire	182 374 394,78	172 670 151,71
- Charges générales d'exploitation	-124 074 410,83	-116 530 610,68
- Dotation aux amortissements & provisions s/immobilisations corporelles & incorporelles	-8 348 335,91	-7 042 355,42
Résultat brut d'exploitation	49 951 648,04	49 097 185,61
- Coût du risque	-2 792 102,93	-12 230 690,64
Résultat d'exploitation	47 159 545,11	36 866 494,97
+/- Gains ou pertes sur actif immobilisé	434 320,25	111 181,38
Résultat courant avant impôt	47 593 865,36	36 977 676,35
Résultat exceptionnel	-	-
- Impôt sur les bénéfices	-13 103 629,78	-10 595 964,50
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	-568 469,00	-
Résultat net	33 921 766,58	26 381 711,85

III. – Affectation du résultat

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du Directoire, constate l'existence d'un bénéfice distribuable de 34 265 350.21 euros composé de la manière suivante :

. Bénéfice de l'exercice :	33 921 766.58€
- Dotation à la réserve légale :	0 €
+ Réserves facultatives :	0 €
+ Report à nouveau antérieur :	343 583.63€
Bénéfice distribuable :	34 265 350.21 €

et décide de l'affecter de la manière suivante :

. au titre de dividendes :	33 670 000.00€
. au report à nouveau :	595 350.21€
Total	34 265 350.21 €

Elle fixe en conséquence le dividende à 0.91 euros pour chacune des 37 000 000 actions qui composent le capital social.

Ce dividende, éligible à l'abattement prévu au 2° du paragraphe 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts, sera mis en paiement au plus tard le 30 juin 2026.

L'Assemblée générale prend acte que les dividendes suivants, tous éligibles à l'abattement prévu au 2° du paragraphe 3 de l'article 158 du Code général des impôts ont été mis en distribution au titre des trois derniers exercices :

Exercice	Montant distribué	Dividende par action
2024**	26 640 000.00€	0.72 €**
2023*	44 999 443.58€	1.42 €*
2022*	45 592 395.20€	1.60 €*
*Paiement du dividende en actions et en numéraire		
**Paiement du dividende en numéraire		

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. - Annexe aux comptes arrêtés au 31/12/2025

I - Faits significatifs

- Le programme d'ouverture d'espaces est arrivé à son terme avec les 2 dernières ouvertures au 02/01/2025 pour les sites de Lannion et Biarritz portant à un total de 110.

II - Evènements intervenus depuis la clôture

- Le conflit au Moyen-Orient, qui a débuté le 28 février 2026, s'est traduit par une hausse marquée du prix du pétrole. L'offre de pétrole se trouve réduite à court terme en raison des difficultés liées au trafic maritime avec le quasi-blocage du détroit d'Ormuz et des craintes ont émergé sur la disponibilité à plus longue échéance si des installations sont durablement endommagées. Schématiquement, deux scénarios se dessinent. Si le conflit devait rester de courte durée avant de s'interrompre (quelle que soit la raison), la hausse des prix de l'énergie resterait temporaire et ne transmettrait pas en aval. En revanche, si le conflit se prolongeait ou si la production était empêchée durablement (ex. entrave détroit d'Ormuz), cela pourrait peser sur la croissance mondiale.

III - Principes et méthodes comptables

Les comptes ont été établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation et conformément aux dispositions applicables aux établissements de crédit agréés en qualité de banque (règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-07 du 26 novembre 2014 – et ses modifications ultérieures - qui reprend en un seul texte l'ensemble de la réglementation comptable applicable aux établissements bancaires, tout en laissant les prescriptions comptables inchangées). Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire a supprimé la notion de transfert de charges. Cette suppression n'a pas d'impact sur les comptes individuels de l'établissement.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2025 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

3.1 Immobilisations et frais d'établissement (cf. tableau 6)

Les immobilisations figurent au bilan au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire. Les principaux mouvements en 2025 concernent le poste des immobilisations corporelles, qui a enregistré divers acomptes sur travaux d'aménagement du nouveau site la poste du Louvre, de rénovation de certains de nos points de vente (1 031 K€) et l'acquisition de divers matériels et mobiliers (187 K€). Le montant des logiciels entrés au bilan s'élève à 3 148 K€ et les immobilisations incorporelles en cours correspondant aux projets informatiques entrés au bilan représentent 3 427 K€. Par ailleurs, concernant les immobilisations incorporelles, et plus précisément le fonds de commerce EPC (portefeuille de clientèle « assurances-vie externes »), un nouveau test d'amortissement a été pratiqué et a permis de s'assurer de l'absence de perte de valeur de l'actif au bilan.

Une dotation aux amortissements de 326 k€ a été constatée, dans le cadre du plan d'amortissement régulier défini sur ce fonds de commerce.

Conformément aux dispositions du règlement CRC 2002-10 modifié par le règlement CRC 2003-07 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, les principaux composants des Constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durée d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Fonds de commerce	12 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Installations techniques, matériel et outillage	3 à 10 ans
Installations générales et Agencements	3 à 10 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	4 ans
Mobilier	10 ans
Autres matériels	5 ans
Terrain	Non amortissable
Gros œuvre	Immeubles de direction et de placement : 50 ans,
	Agences : 25 ans
Clos et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
MOA	5 ans

3.2 Autres actifs/passifs et comptes de régularisation (cf. tableaux 7 et 8)

Le poste « Autres Actifs », qui s'élève à 74 143 K€, est composé essentiellement :

- De créances sur l'Etat pour 222 K€
- Des débiteurs divers pour 69 470 K€ (dont 66 023 K€ qui enregistre toutes les opérations ayant un impact espèces sur la gestion sous mandat Louvre Banque Privée notamment achat/vente, souscription/rachat, remise SEPA, dépôt et retrait par virement ...)
- Des primes épargne logement à percevoir pour 129 K€
- D'autres dépôts de garantie versés pour 420 K€
- Clients et carte business pour 3 806 K€
- Acompte sur salaire pour 95 K€

Les « comptes de régularisation actif » qui s'élèvent à 55 046 K€ sont principalement représentatifs de remises de chèques non encore dénouées dans les circuits interbancaires pour 1 562 K€ dont 842 K€ virement fonds correspondant bancaire, de charges constatées d'avance pour 341 K€, de produits à recevoir pour 52 609 K€ (majoritairement de commissions) et de comptes de régularisation en attente 534 K€.

Les « Autres passifs » qui s'élèvent à 15 372 K€ comprennent, pour l'essentiel, d'autres charges fiscales et sociales pour 5 975 K€, divers impôts et taxes pour 2 756 K€, divers impôts liés à la fiscalité directe pour 1 670 K€, divers fournisseurs et autres créiteurs divers pour 4 970 K€.

Les « comptes de régularisation passif » qui s'élèvent à 61 154 K€, sont constitués de manière prépondérante de diverses charges d'exploitation et commissions à payer pour 52 595 K€ (dont 16 935 K€ de provisions de congés payés, 8 279 K€ de charges à payer Groupe et 10 504 K€ de charges à payer hors groupe, commissions à payer groupe pour 16 877 K€), d'intérêts perçus d'avance sur prêts pour 7 K€, de comptes de passages SEPA pour 3 792 K€ et de divers autres comptes de régularisations pour 4 761 K€.

3.3 Opérations sur titres

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément au Livre II, Titre 3 du Règlement ANC n°2014-07 (*cf. tableaux 9 et 10*)

• Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés au coût historique d'acquisition. Des dépréciations sont constituées dès que la valeur brute de la participation au bilan est supérieure à la valeur d'utilité desdits titres.

• Autres immobilisations financières

Ce poste comprend le stock de contribution au mécanisme de garantie des dépôts. Ce stock est composé de certificats d'associés et de certificats d'association, pour un total de 1 449 K€.

Suite au rachat de Visa Europe par Visa Inc., Louvre banque privée est titulaire d'actions dont la valeur au bilan est de 138 K€. Des actions de type A, en portefeuille au début de l'exercice, ont été cédées au cours de l'année.

A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes feront l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

3.4 Provisions pour risques & charges (*cf. tableau 12*)

Ce poste est majoritairement constitué des provisions pour litiges et autres risques opérationnels qui s'affichent à 3 225 K€ au 31 décembre 2025.

Provision Epargne-Logement

Les Comptes Epargne-logement (CEL) et les Plans Epargne-logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- Un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- Un engagement d'accord de prêts aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Conformément au règlement de l'ANC 2014-07 livre II Titre 6, une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle. Le montant de cette provision s'élève à 168,6 K€ au 31 décembre 2025.

3.5 Capitaux propres et réserves (*cf. tableau 5*)

3.6 Engagements hors-bilan (*cf. Tableau 16*)

• Engagements sur instruments financiers à terme

Les engagements sur instruments financiers à terme sont comptabilisés conformément au Livre II, Titre 5 du Règlement ANC n°2014-07 (*cf. Tableau 16*). En ce qui concerne les engagements sur instruments de taux d'intérêt, les montants sont portés pour la valeur nominale des contrats fermes.

Les opérations sur instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont conclues dans le cadre d'opérations de couverture ou de marché. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. La comptabilisation des résultats sur ces instruments est fonction de l'intention de gestion.

• Opérations de macro-couverture

Les charges et les produits relatifs aux opérations de macro-couverture sont inscrits prorata temporis en compte de résultat. La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans les comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds.

Les soultes constatées lors de la résiliation d'instruments financiers de taux sont rapportées immédiatement au compte de résultat.

• Opérations de micro-couverture

Les charges ou produits des instruments affectés dès l'origine à la couverture d'un élément ou d'un ensemble homogène sont enregistrés en résultat de manière symétrique aux produits ou charges de l'élément couvert.

Les soultes constatées lors de la résiliation d'instruments financiers de taux sont rapportées immédiatement au compte de résultat. Lorsque la résiliation fait suite à la cession de l'élément couvert, les soultes sont présentées de manière symétrique aux gains ou pertes réalisés lors de la cession.

• Autres opérations

Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture. Concernant les opérations négociées de gré à gré correspondant à des positions ouvertes isolées, les résultats sont enregistrés au dénouement du contrat selon leur nature. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les pertes latentes éventuelles définies comme la différence entre la valeur de marché estimée et la valeur comptable font l'objet d'une provision.

Les gains ou pertes, latents ou réalisés sur les opérations effectuées sur un marché organisé, sont directement portés dans les résultats de l'exercice.

3.7 Enregistrement des produits et des charges

Conformément aux règles édictées par le plan comptable général, les produits rattachés à l'exercice sont les produits acquis à cet exercice (y compris les produits à recevoir et sous déduction des produits perçus d'avance). Toutefois, on distingue les intérêts qui sont comptabilisés prorata temporis et les commissions qui sont enregistrées selon la période de réalisation de la prestation correspondante. En ce qui concerne les charges d'exploitation, le rattachement à l'exercice s'opère principalement par rapport à la notion de consommation de l'exercice (y compris charges à payer et déduction des charges constatées d'avance).

3.8 Prêts et créances et risques de CREDIT (cf. Tableau 14)

Ce règlement concerne toutes les opérations génératrices d'un risque de crédit (créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle, titres à revenus fixes, engagements par signature et instruments financiers).

Pour une contrepartie donnée, le risque de crédit se caractérise par l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de cette contrepartie par rapport aux engagements qu'elle a souscrits.

Prêts

Ils sont enregistrés à l'actif à leur valeur de remboursement. Les intérêts correspondants sont portés en compte de résultat prorata temporis.

Encours sensibles :

Il s'agit des prêts immobiliers, présentant un montant impayé de plus de 30 jours et de moins de 90 jours. Ces dossiers ne sont pas encore déclassés en défaut. Certains prêts restructurés peuvent également être déclassés en sensibles si la variation de la valeur des cash flows actualisés avant et après la restructuration est inférieure à 1%. Les prêts restructurés en période probatoire B2 sont également considérés comme sensibles.

Encours douteux :

Sont classées en « encours douteux », les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des conditions suivantes :

- Situation irrégulière (comptes débiteurs irréguliers ou prêts avec échéances impayées) depuis plus de 90 jours pour tous types de crédits.
- Dossiers de surendettement et procédures collectives.
- Contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet d'une procédure contentieuse
- Dossiers restructurés au sens de la norme Forbearance. A noter que certains dossiers restructurés ne peuvent être déclassés en douteux si la variation de la valeur des cash flows actualisés avant et après la restructuration est inférieure à 1% (dans ce cas, ils peuvent alors faire l'objet d'un déclassement en sensibles).

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière et sans aucun incident de paiement, les créances sont reclassées en « encours sains », après une période probatoire de 3 mois. Il convient de noter que depuis le mois d'octobre 2021, les calculs de déclassement ou de sortie du défaut sont réalisés au niveau groupe par LBP.

Tout prêt restructuré est déclassé en défaut pendant un an.

Encours douteux compromis :

Sont qualifiés « d'encours douteux compromis » les créances dont la déchéance du terme est prononcée.

Dépréciation :

Les créances relatives aux encours sensibles, douteux et douteux compromis font l'objet d'une dépréciation. Cette dépréciation représente l'estimation des pertes attendues sur le capital, les intérêts et prennent en compte un effet d'actualisation.

1. Les pertes attendues sur le capital sont estimées de la manière suivante :

Pour les encours sensibles, les pertes en capital sont estimées sur la base de paramètres statistiques (PD et LGD).

Pour les encours douteux et douteux compromis :

Les pertes attendues en capital sont estimées de manière collective sur la base de taux de pertes statistiques, en fonction du type de garantie.

Le tableau ci-dessous présente les niveaux de taux de pertes appliqués en fonction des garanties :

		Durée dans le défaut		
		< 3 mois		3 mois et plus
Découverts	Sans garantie	50,00%		100,00%
Crédits immobiliers	Crédit Logement		2,24%	
	Hypothèque		7,68%	
	Nantissement		5,88%	
	Autres		10,51%	
ASP	Nantissement		5,88%	

A noter que pour les clients dont l'exposition excède 500k€, les pertes sur les opérations garanties par une hypothèque et/ou un nantissement sont estimées de manière individuelle pour chaque dossier en fonction de la valorisation effective des garanties et avec prise en compte d'une décote (-30% sur la valeur des biens immobiliers pris en garantie et -30% sur les actifs financiers pris en garantie, hors fonds en euros).

2. Les intérêts sur encours douteux et douteux compromis comptabilisés en produits font l'objet de dépréciations pour leur intégralité.

3. L'actualisation des flux recouvrables pour les prêts immobiliers est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. La durée prise en compte dans le calcul de l'effet d'actualisation est la durée moyenne de remboursement de la créance douteuse ou litigieuse.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont présentées en « coût du risque ». Les dotations et reprises de dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux sont présentées dans le « Produit Net Bancaire ».

Ainsi, au 31 décembre 2025, le montant total des dépréciations des créances sensibles, douteuses et douteuses compromises s'élève à 38 233 K€. Le montant des pertes couvertes par provisions s'élève à 905 K€ et celles non couvertes à 33 K€. La récupération sur créances amorties s'élève à 6.1 K€.

Répartition du coût du risque (hors risques en intérêts)

K€	S/établissements de crédit	S/la clientèle	S/portefeuille titres	S/autres
Dotations & pertes	-	-4 606	-	
Reprises & récupérations	-	1 467	-	
Net	-	-3 139	-	

3.9 Garanties

Au 31 décembre 2025, les principales garanties dont bénéficient nos engagements au titre des prêts immobiliers sur le marché des particuliers sont majoritairement des hypothèques de premier ou second rang et le recours à des organismes de cautionnement.

3.10 Commissions reçues et commissions d'apporteurs d'affaires versées à l'occasion de l'octroi d'un crédit

Conformément aux dispositions édictées par le règlement de l'ANC 2014-07 dans le livre II- Titre 1, les commissions perçues et les commissions d'apporteurs d'affaires versées à l'occasion de l'octroi d'un crédit sont étalées sur la durée de vie effective de ce crédit. Louvre Banque Privée a opté pour la méthode dite "alternative", c'est-à-dire au prorata du capital restant dû, pour leur étalement.

3.11 Méthode de valorisation fonds de commerce

Le fonds de commerce EPC fait l'objet d'un amortissement depuis le 1^{er} janvier 2016 sur une durée de 12 ans. Lors de chaque arrêté, la banque calcule, pour les clients d'origine, une valorisation en fonction du produit net bancaire annuel dégagé. Dans l'hypothèse où ce calcul aboutirait à constater une dépréciation par rapport au montant figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée.

3.12 Résultat exceptionnel

Conformément au règlement ANC n° 2023-03 relatif à la modernisation des états financiers, homologué le 30 décembre 2023 et applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025, la société a mis à jour les principes et méthodes comptables applicables aux états financiers 2025.

Parmi les modifications significatives, la définition et la présentation du résultat exceptionnel ont été redéfinies : seuls les événements à la fois majeurs et inhabituels doivent désormais être classés en résultat exceptionnel, ce qui peut entraîner des reclassements entre résultat courant et exceptionnel par rapport aux pratiques antérieures ; enfin, les modèles d'états financiers et tableaux d'annexe sont harmonisés et simplifiés afin d'améliorer la lisibilité et la comparabilité des comptes.

Dans le cas présent, ces changements ont été appliqués de manière prospective à partir de l'exercice 2025, et n'ont pas d'impact rétroactif sur les exercices antérieurs. L'effet principal de cette mise à jour réglementaire réside dans l'adaptation des présentations et des retraitements nécessaires à l'application de ces nouvelles normes pour la clôture des comptes 2025, même en l'absence de résultats exceptionnels significatifs sur l'exercice.

Ce poste n'a pas enregistré de mouvement durant l'exercice.

IV - Autres informations

4.1 Engagements de retraite

On notera que Louvre Banque Privée applique depuis le 1^{er} janvier 2005 la recommandation 2003 R 01 du CNC du 1^{er} avril 2003, relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraites peuvent être des régimes à cotisation définie ou des régimes à prestation définie. Les régimes à cotisation définie ne comportent aucun engagement sur le niveau de prestation fournie. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « autres services extérieurs ». Les régimes à prestation définie désignent des régimes pour lesquels existe un engagement d'assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions » et peuvent faire l'objet d'une couverture externe.

Pour ce qui concerne notre établissement seule sont concernées les indemnités de fin de carrière, l'engagement total au 31 décembre 2025 à ce titre s'élève à 4 673 K€ en gestion externe.

Les médailles du travail sont enregistrées à un poste de provision, d'un montant de 1 014 K€ au 31 décembre 2025.

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentation des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation brut de 3.90%, un taux de rotation moyen des effectifs de 2.92 % et un taux de revalorisation des salaires de 2.10% pour les cadres et 2.10% pour les non-cadres. Les tables de mortalité utilisées sont INSEE 2019-2021.

Les différences générées par des changements d'hypothèses et par des différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Louvre Banque Privée a opté pour la constatation immédiate des écarts actuariels excédant le corridor (au-delà de 10% de la valeur la plus élevée entre la valeur actualisée de l'engagement brut au titre des prestations à la date de clôture et la juste valeur des actifs du régime) en compte de résultat de l'exercice, sans étalement sur la durée d'activité résiduelle des salariés.

4.2 Fonds pour risques bancaires généraux

Le montant du fonds pour risques bancaires généraux, qui a pour vocation de couvrir les risques généraux de l'activité bancaire est de 568 469 euros au 31 décembre 2025.

4.3 La gestion du risque de taux

Conformément aux dispositions de l'Arrêté du 03/11/2014, la gestion du risque de taux ainsi que celle du risque de liquidité de Louvre Banque Privée s'effectue à ses bornes. Elle s'inscrit dans un cadre groupe fixé par La Banque Postale, revu et adapté au périmètre de la banque.

4.4 Impôts sur les sociétés

L'impôt sur les bénéfices s'élève à 13 206 363,41 € au 31 décembre 2025.

Une convention d'intégration fiscale a été signée avec le groupe La Poste à effet au 1^{er} janvier 2014.

4.5 Effectif moyen inscrit

	Personnel salariés	Personnel mis à la disposition de l'entreprise
Cadres	500	6
Techniciens	80	0
Total	584	6

4.6 Informations en matière de rémunérations

Le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de Surveillance est de 65 000 euros bruts pour l'année 2025.

4.7 Honoraires des commissaires aux comptes

Présentés en € - HT	Honoraires de commissaires aux comptes	Honoraires des services autres que la certification des comptes
FORVIS MAZARS S.A	125 957	-
KPMG S.A	133 786	50 000
Total	259 743	50 000

4.8 Consolidation

Les comptes de Louvre Banque Privée font l'objet d'une consolidation par intégration globale par La Banque Postale.

Tableau n° 1 : Emplois et ressources selon la durée restant à courir (en euros)

	Montants non ventilés	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+5 ans	Total	Total N-1
<u>Emplois</u>							
<u>Créances sur les établissements de crédit</u>	70 112 273,23	13 851 946,00	-	-	137 260 030,00	221 224 249,23	387 231 992,06
A vue :	67 390 500,98					67 390 500,98	179 536 537,74
A terme :							
Comptes et prêts	-	13 851 946,00		-	137 260 030,00	151 111 976,00	203 270 266,00
Créances rattachées	2 721 772,25					2 721 772,25	4 425 188,32
<u>Créances sur la clientèle</u>	403 068 851,09	62 707 934,00	183 711 519,00	1 010 926 338,00	2 945 215 327,00	4 605 629 969,09	4 702 865 383,45
A vue :	293 205 809,40					293 205 809,40	286 878 290,20
A terme :							
Autres concours à la clientèle :	109 863 041,69	62 707 934,00	183 711 519,00	1 010 926 338,00	2 945 215 327,00	4 312 424 159,69	4 415 987 093,25
Crédits à la clientèle	-	62 707 934,00	183 711 519,00	1 010 926 338,00	2 945 215 327,00	4 202 561 118,00	4 335 936 331,37
Valeurs non imputées	35 065,42					35 065,42	35 922,47
Créances douteuses	109 381 538,49					109 381 538,49	79 454 754,13
Créances rattachées	446 437,78					446 437,78	560 085,28
<u>Ressources</u>							
<u>Dettes envers les établissements de crédit</u>	2 365 263,30	204 934 625,00	353 388 195,00	1 170 030 382,00	1 787 185 743,00	3 517 904 208,30	3 735 262 761,57
A vue :	597 292,91					597 292,91	311 256,58
A terme :							
Comptes et emprunts		204 934 625,00	353 388 195,00	1 170 030 382,00	1 787 185 743,00	3 515 538 945,00	3 732 691 372,00
Valeurs données en pension		-	-	-	-	-	-
Dettes rattachées	1 767 970,39					1 767 970,39	2 260 132,99
<u>Comptes créditeurs de la clientèle</u>	1 062 573 613,41	44 524 634,00	4 959 241,00	2 072 953,00	1 772 966,00	1 115 903 407,41	1 173 425 252,56
<u>Comptes d'épargne à régime spécial et comptes sur livrets</u>	395 452 031,15	17 714 634,00	903 241,00	2 047 513,00	1 772 966,00	417 890 385,15	438 611 641,88
A vue :	316 584 274,81					316 584 274,81	343 939 680,28
A terme :							
Comptes créditeurs à terme	78 417 350,15	17 714 634,00	903 241,00	2 047 513,00	1 772 966,00	100 855 704,15	94 138 320,42
Dettes rattachées	450 406,19					450 406,19	533 641,18
<u>Autres dettes</u>	667 121 582,26	26 810 000,00	4 056 000,00	25 440,00	-	698 013 022,26	734 813 610,68
A vue :	667 077 113,61					667 077 113,61	662 313 937,47
A terme :							
Comptes créditeurs à terme	-	26 810 000,00	4 056 000,00	25 440,00	-	30 891 440,00	71 995 430,00
Dettes rattachées	44 468,65					44 468,65	504 243,21

<u>Dettes représentées par un titre</u>	-	-	-	-	-	-	-
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-	-
Dettes rattachées	-	-	-	-	-	-	-

Tableau n° 2 : Ventilation des emplois et ressources (en euros)

	Entreprises liées		Entreprises lien de participation	Autres	Total	Total N-1
	Amont	Aval				
Emplois						
<u>Créances sur les établissements de crédit</u>	169 215 084,50	-	-	52 009 164,45	221 224 248,95	387 231 991,47
A vue	15 381 336,53			52 009 164,45	67 390 500,98	179 536 537,74
A terme	153 833 747,97				153 833 747,97	207 695 453,73
<u>Créances sur la clientèle</u>	-	-	-	4 605 630 066,32	4 605 630 066,32	4 702 865 383,44
Autres concours à la clientèle				4 312 424 256,91	4 312 424 256,91	4 415 987 093,23
Comptes ordinaires débiteurs				293 205 809,40	293 205 809,40	286 878 290,20
<u>Actions et autres titres à revenu variable</u>	-	-	-	-	-	-
Titres de placement						
Ressources						
<u>Dettes envers les établissements de crédit</u>	3 517 456 333,80	-	-	447 873,61	3 517 904 207,41	3 735 262 760,93
A vue	149 419,42			447 873,49	597 292,91	311 256,58
A terme	3 517 306 914,38			0,12	3 517 306 914,50	3 734 951 504,35
<u>Opérations avec la clientèle</u>	-	-	-	1 115 903 410,60	1 115 903 410,60	1 173 425 252,18
<u>Comptes d'épargne à régime spécial et comptes sur livrets</u>				417 890 387,96	417 890 387,96	438 611 641,12
A vue				316 584 274,81	316 584 274,81	343 939 680,28
A terme				101 306 113,15	101 306 113,15	94 671 960,84
<u>Comptes créditeurs de la clientèle</u>	-	-	-	698 013 022,64	698 013 022,64	734 813 611,06
Autres dettes, à vue				667 077 113,61	667 077 113,61	662 313 937,47
Autres dettes, à terme				30 935 909,03	30 935 909,03	72 499 673,59
<u>Dettes représentées par un titre</u>						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables						

Tableau n° 3 : Détail des créances et des dettes rattachées (en euros)

	Actif Créances	Montant N-1	Passif Dettes	Montant N-1
<u>Etablissements de crédit</u>	2 721 772,25	4 425 188,32	1 767 970,39	2 260 132,99
A vue	-	-	-	-
A terme	2 721 772,25	4 425 188,32	1 767 970,39	2 260 132,99
<u>Clientèle</u>	1 916 402,18	2 120 367,10	4 645 530,93	6 767 881,30
Autres concours à la clientèle	147 382,58	159 753,92		
A vue	1 469 964,40	1 560 281,82	4 150 656,09	5 729 996,91
A terme	299 055,20	400 331,36	494 874,84	1 037 884,39
<u>Autres passifs</u>			3 412,57	6 841,93
<u>Dettes représentées par un titre</u>			-	-
Bons de caisse			-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables			-	-

Tableau n° 4 : Diverses informations (en euros)

	Montant	Montant N-1
<u>Détail des provisions pour dépréciation portées en diminution de l'actif</u>	39 033 173,86	35 508 097,60
Créances sur la clientèle	38 233 288,08	35 076 668,60
Autres concours à la clientèle	37 376 027,35	34 432 978,54
Comptes ordinaires débiteurs	857 260,73	643 690,06
Autres	799 885,78	431 429,00
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Débiteurs divers	-	-
Stock immeubles MDB	-	-
Immobilisations corporelles	658 885,78	290 429,00
Immobilisations incorporelles	141 000,00	141 000,00
<u>Mouvements sur le compte "Fonds pour risques bancaires généraux"</u>		
Dotations		
Reprises		

Tableau n°5 : Variation des fonds propres (en euros)

	Situation au 31 décembre 2024	Affectation du résultat 2024	Distribution	Réduction capital	Augmentation capital	Résultat au 31 décembre 2025	Situation au 31 décembre 2025
Capital	222 000 000,00						222 000 000,00
Réserve légale	22 200 000,00						22 200 000,00
Réserve facultatif	378 795,38	-378 795,38					0,00
Prime émission	0,00						0,00
Prime de fusion	0,00						0,00
Report à nouveau	223 076,40	120 507,23					343 583,63
Distribution	0,00	26 640 000,00	-26 640 000,00				0,00
Résultat	26 381 711,85	-26 381 711,85				33 921 766,58	33 921 766,58
Totaux	271 183 583,63	0,00	-26 640 000,00	0,00	0,00	33 921 766,58	278 465 350,21

Titres composant le capital social

Catégorie de titres	Nombre	Valeur nominale	Etendue des droits
Actions ordinaires	37 000 000	6 Euros	- droit aux bénéfices - droit aux décisions d'assemblées

Tableau n°6 : Immobilisations corporelles, incorporelles et autres charges à répartir : état des mouvements par catégorie (en euros)

Nature immobilisations	Valeurs brutes 01/01/2025	Acquisitions	Correction d'ouverture	Cessions et transfert	Valeurs brutes 31/12/2025
Total incorporelles	43 352 382,31	6 575 031,69		1 208 751,65	48 718 662,35
Autres Immobilisations Incorporelles	37 705 211,18	6 575 031,69		1 208 751,65	43 071 491,22
Logiciel-4419007	37 088 096,98	3 147 585,62		8 013,98	40 227 668,62
MOA-Logiciels créés en interne AMADEUS-4419006	17 203,07				17 203,07
Immobilisations Incorporelles En Cours/Logiciels	599 911,13	3 427 446,07		1 200 737,67	2 826 619,53
Sous-total Fonds commercial + Licences, brevet, concession	5 647 171,13	-		0,00	5 647 171,13
Fonds de Commerce+ dt entrée	904 386,77				904 386,77
Dépréciation immo d'exploitation					
Droit au Bail	645 982,13				645 982,13
Total Droits au bail	1 550 368,90			0,00	1 550 368,90
Fonds de commerce (epc)	3 996 801,03				3 996 801,03
Fonds de commerce (Boissy Finances)	1,20				1,20
Total Fonds commercial	3 996 802,23				3 996 802,23
Concession, brevet, licences	100 000,00				100 000,00
Total concession brevet licences	100 000,00	-			100 000,00
Total corporelles	35 839 748,73	1 218 602,22		551 686,19	36 506 664,76
Dépréciations immobilisations exploitation					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	528 595,27	1 031 298,51		528 595,27	1 031 298,51
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	528 595,27	1 031 298,51		528 595,27	1 031 298,51
Terrains	161 855,12				161 855,12
Terrains	161 855,12				161 855,12
Constructions	2 251 498,85				2 251 498,85
Gros œuvre bâtiments exploitation	523 319,52				523 319,52
Frais d'acquisition bâtiment exploitation	290 178,06				290 178,06
Clos couvert exploitation	512 385,44				512 385,44
Total Gros œuvres	3 577 381,87	-		0,00	3 577 381,87
Frais d'Installation	2 404 641,16				2 404 641,16
Frais d'Installation (manuel)	48 061,99				48 061,99
Agencements professionnels	3 795 246,45	49 636,27		1 059,00	3 843 823,72
Agencements bâtiments d'exploitation	20 097 376,03	5 116,92			20 102 492,95
Matériel de Télésurveillance	731 589,98	17 034,37			748 624,35
Total inst générale, agencements, aménagements	27 076 915,61	71 787,56		1 059,00	27 147 644,17
Matériel Informatique	386 749,72	4 235,97		3 375,11	387 610,58
Matériel imprimerie reprographie	-				0,00
Autres matériel	63 037,89			567,12	62 470,77
Autres immos corporelles diverses (tableaux)	18 193,10				18 193,10
Total autres immo corporelles et assimilées	467 980,71	4 235,97		3 942,23	468 274,45
Mobilier	3 713 107,79	93 932,74		17 218,61	3 789 821,92
Matériel	313 912,36	17 347,44		871,08	330 388,72
Total Matériel, Mobilier	4 027 020,15	111 280,18		18 089,69	4 120 210,64
Totaux bilan	79 192 131,04	7 793 633,91		1 760 437,84	85 225 327,11

Nature immobilisations	Amortissements ou provisions					Net bilan 31/12/2025
	01/01/2025	Correction d'ouverture	Dotations	Reprises	31/12/2025	
Total incorporelles	26 099 778,45	0,00	5 227 673,61	7 903,43	31 319 548,63	17 399 113,72
Autres Immobilisations Incorporelles	22 138 303,03		4 901 592,81	7 903,43	27 031 992,41	
Logiciel-4419007	22 121 099,96		4 901 592,81	7 903,43	27 014 789,34	
MOA-Logiciels créés en interne AMADEUS-4419006	17 203,07				17 203,07	
Immobilisations Incorporelles En Cours/Logiciels						
Sous-total Fonds commercial + Licences, brevet, concession	3 961 475,42	0,00	326 080,80	0,00	4 287 556,22	1 359 614,91
Fonds de Commerce- dt entrée	511 487,52				511 487,52	
Dépréciation immo d'exploitation	290 429,00				290 429,00	
Droit au Bail	141 000,00				141 000,00	
Total Droits au bail	942 916,52	0,00	0,00	0,00	942 916,52	607 452,38
Fonds de commerce (epc)	3 018 558,90		326 080,80		3 344 639,70	
Fonds de commerce (Boissy Finances)						
Total Fonds commercial	3 018 558,90	0,00	326 080,80	0,00	3 344 639,70	652 162,53
Concession, brevet, licences						
Total concession brevet licences						100 000,00
Total corporelles	16 565 290,39	0,00	3 120 662,30	23 090,92	19 662 861,77	16 843 802,99
Dépréciations immobilisations exploitation					0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			368 456,78		368 456,78	
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			368 456,78	0,00	368 456,78	0,00
Terrains						
Terrains						161 855,12
Constructions	2 116 399,69		27 812,30		2 144 211,99	
Gros œuvre bâtiments exploitation	220 308,97		25 219,87		245 528,84	
Frais d'acquisition bâtiment exploitation	290 178,06				290 178,06	
Clos couvert exploitation	146 260,67		20 495,04		166 755,71	
Total Gros œuvres	2 773 147,39		73 527,21	0,00	2 846 674,60	730 707,27
Frais d'Installation	2 404 641,14				2 404 641,14	
Frais d'Installation (manuel)	48 061,99				48 061,99	
Agencements professionnels	1 186 480,37		339 097,78	1 059,00	1 524 519,15	
Agencements bâtiments d'exploitation	7 965 493,15		1 757 656,76		9 723 149,91	
Matériel de Télésurveillance	607 015,16		79 703,21		686 718,37	
Total inst générale, agencements, aménagements	12 211 691,81		2 176 457,75	1 059,00	14 387 090,56	12 760 553,61
Matériel Informatique	244 889,34		72 751,48	3 375,11	314 265,71	
Matériel imprimerie reprographie						
Autres matériel	44 651,43		5 183,44	567,12	49 267,75	
Autres immos corporelles diverses (tableaux)						
Total autres immo corporelles et assimilées	289 540,77		77 934,92	3 942,23	363 533,46	104 740,99
Mobilier	1 075 149,14		361 775,03	17 218,61	1 419 705,56	
Matériel	215 761,28		62 510,61	871,08	277 400,81	
Total Matériel, Mobilier	1 290 910,42		424 285,64	18 089,69	1 697 106,37	2 423 104,27
Totaux bilan	42 665 068,84		8 348 335,91	30 994,35	50 982 410,40	34 242 916,71

Tableau n° 7 : Bilan actif : ventilation de divers postes (en euros)

	Montant	Montant N-1
<u>Ventilation des autres actifs</u>	74 143 839,89	65 820 688,95
Débiteurs divers	74 143 839,94	65 820 689,00
Comptes de stock et emplois divers	-0,05	-0,05
<u>Ventilation des comptes de régularisation</u>	55 046 435,06	55 467 272,83
Comptes d'encaissement	1 562 114,18	5 932 946,87
Charges constatées d'avance	340 669,68	3 062 023,30
Autres produits à recevoir	52 609 362,13	45 085 538,05
Comptes de régularisation divers	534 289,07	1 386 764,61

Tableau n° 8 : Bilan passif : ventilation de divers postes (en euros)

	Montant	Montant N-1
<u>Ventilation des autres passifs</u>	15 372 532,26	14 320 042,40
Comptes de reglt relat. aux opér. sur titres	-	-
Créditeurs divers	15 372 532,26	14 320 042,40
<u>Ventilation des comptes de régularisation</u>	61 154 606,74	54 169 571,95
Comptes d'encaissement	3 791 936,42	5 406 717,97
Produits constatés d'avance	7 055,38	11 530,46
Charges à payer	52 594 984,27	43 019 826,50
Comptes de régularisation divers	4 760 630,67	5 731 497,02
<u>Ventilation des provisions pour risques et charges</u>	3 224 788,91	2 659 589,77
Risques déductibles	1 623 700,66	1 613 989,76
Risques non déductibles	1 601 088,25	1 045 600,01
<u>Ventilation des réserves</u>	22 200 000,00	22 578 795,38
Réserve légale	22 200 000,00	22 200 000,00
Autres réserves	-	378 795,38

Tableau n° 9 : Opérations sur titres (en euros)

Nature des titres	Valeurs brutes 01/01/2025	Acquisitions	Cession ou transfert	Valeurs brutes 31/12/2025	Nb titres détenus	% k de Sté émettrice
Total pcec 3****	0,00	0,00	0,00	0,00		
<u>Actions et aut. Titres à rev. Fixe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Titres de placement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00		
Total pcec 4****	3 128 748,25	0,00	801 531,74	2 327 231,75		
<u>Participations et activité de portef.</u>	15,24	0,00	0,00	15,24		
<u>Autres participations</u>	15,24			15,24		
S.G.F.G.A.S	15,24			15,24	1	
<u>Parts dans les entreprises liées</u>	740 000,00	0,00	0,00	740 000,00		
LBPIC	740 000,00			740 000,00	25 000	
<u>Autres immobilisations financières</u>	2 388 748,25	0,00	801 531,74	1 587 216,51		
Certificats d'association fonds de garantie	400,00			400,00		
Certificats d'associés fonds de garantie	1 583 445,74		135 089,31	1 448 356,43		
visa Action type C	268 619,68		130 159,60	138 460,08	1 234	
visa Action type A ordinaire	536 282,83		536 282,83	0,00	0	
<u>Créances rattachées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00		
Total général	3 128 748,25	0,00	801 531,74	2 327 231,75		

Nature des titres	Provisions				Net bilan
	01/01/2025	Dotations	Reprises	31/12/2025	
Total pcec 3****	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Actions et aut. Titres à rev. Fixe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Titres de placement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total pcec 4****	0,00	0,00	0,00	0,00	2 327 231,75
<u>Participations et activité de portef.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	15,24
<u>Autres participations</u>	0,00			0,00	15,24
S.G.F.G.A.S					15,24
<u>Parts dans les entreprises liées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	740 000,00
LBPIC					740 000,00
<u>Autres immobilisations financières</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	1 587 216,51
Certificats d'association fonds de garantie					400,00
Certificats d'associés fonds de garantie					1 448 356,43
visa Action type C					138 460,08
visa Action type A ordinaire					0,00
<u>Créances rattachées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total général	0,00	0,00	0,00	0,00	2 327 231,75

Tableau n° 10 : Ventilation entre les portefeuilles de transaction, de placement et d'investissement (en euros)

Différentes natures de titres	Cotés	Non cotés	Plus value latente	Moins value latente
Effets publics et assimilés	Néant	Néant	Néant	Néant
Titres d'investissement				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Titres de placement				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions propres				
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

Tableau n° 11 : Ventilation des charges générales d'exploitations (en euros)

Nature	Montant	Montant N-1
Salaires et traitements	40 284 027,80	39 514 213,27
Charges de retraite	6 375 477,10	6 124 839,24
Autres charges sociales	16 278 814,62	15 314 692,75
Intéressement et participation des salariés et abondement PEE	5 998 555,70	4 232 869,88
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	6 323 155,71	5 911 141,39
Total frais de personnel	75 260 030,93	71 097 756,53
Autres frais administratifs	48 814 379,90	45 432 854,15
Total des charges générales d'exploitation	124 074 410,83	116 530 610,68

Tableau n° 12 : Etat des provisions pour risques et charges (en euros)

	Provisions au 31/12/2024	Dotation au 31/12/2025	Utilisées au 31/12/2025	Reprises au 31/12/2025	Provisions au 31/12/2025
Risques déductibles	34 040,03	50 692,52		34 040,03	50 692,52
Pertes et changes déductibles	867 034,00	146 654,00		-	1 013 688,00
Litiges	545 987,47	30 000,00		226 066,56	349 920,91
Impôts et pénalités déductibles		-		-	-
Impôts et pénalités non déductibles		-		-	-
Indemnités de départ et prud'hommes	89 792,73	59 398,00		36 439,00	112 751,73
Risques engagement clientèle	77 135,53	43 118,48		36 756,04	96 647,50
Epargne Logement non déductibles	119 000,00	49 600,00		-	168 600,00
Pertes et charges non déductibles	926 600,00	1 432 488,24		926 600,00	1 432 488,25
Total risques	2 659 589,76	1 811 951,24	-	1 259 901,63	3 224 788,91

Etat des provisions pour risques sur engagements au titre des comptes et plans épargne logement (en milliers d'euros)

	31/12/2025		31/12/2024	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Comptes et plans épargne-logement sur la phase épargne	27 429	169	32 080	119
Plans épargne-logement	22 240	4	27 011	4
• Ancienneté de moins de 4 ans	2 138		2 357	
• Ancienneté de 4 à 10 ans	2 832	3	9 720	3
• Ancienneté de plus de 10 ans	17 270	1	14 934	1
Comptes épargne-logement	5 189	165	5 069	115
Crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans épargne-logement	22		22	
Plans épargne-logement	14		22	
Comptes épargne-logement				

Tableau n° 13 : Détail des commissions (en euros)

Nature	Charges	Charges N-1	Produits	Produits N-1
Commissions s/op. avec éts de crédit	-	-	-	-
Commissions s/op. avec la clientèle	-2 100,00	27 258,49	921 985,42	1 092 846,65
Commissions s/op. sur titres	-	-	-	-
Commissions s/op. de change	-	-	84,39	79,59
Commissions s/op. s/instruments financiers à terme	-	-	5 058,04	4 037,10
Commissions s/prestations de services pour compte de tiers	-24 807 572,45	-13 792 955,15	111 999 312,56	90 338 200,61
Commissions s/gestion sous mandat (GSM)	-14 773 667,29	-14 945 569,30	69 339 297,59	67 429 308,20
Commissions autres	-	-	-	-
Total	-39 583 339,74	-28 711 265,96	182 265 738,00	158 864 472,15

Tableau n° 14 : Risque de crédit - ventilation par type de contrepartie des clients douteux et douteux compromis (en euros)

Ventilation par type de contrepartie segmentation	Encours Bruts		Douteux				Douteux Compromis			
	31/12/2025	31/12/2024	Brut		Dépréciations		Brut		Dépréciations	
			31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Particuliers	1 580 795 492	1 726 739 183	18 357 292	17 572 816	-2 258 689	-5 218 212	21 514 340	23 054 106	-13 923 720	-13 294 271
Autres entreprises financières	108 465 067	66 476 391	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières (entreprises)	2 954 603 319	2 944 637 083	62 169 819	54 718 519	-2 021 349	-12 925 723	47 932 608	19 297 393	-20 029 533	-3 638 462
Secteur public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	89 395	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	4 643 863 877	4 737 942 052	80 527 111	72 291 336	-4 280 037	-18 143 936	69 446 948	42 351 500	-33 953 252	-16 932 733

Tableau n° 15 : Détail des produits et charges d'intérêts (en euros)

Nature	Charges	Charges N-1	Produits	Produits N-1
Etablissements de crédit	-54 863 827,73	-54 951 751,12	7 235 182,13	14 220 334,43
Clientèle	-5 621 584,48	-10 214 473,40	91 287 096,82	90 917 518,84
Opérations sur titres	-5 867,67	-2 126,71	7 313,48	-
Total	-60 491 279,88	-65 168 351,23	98 529 592,43	105 137 853,27

Tableau n°16 : Ventilation des engagements hors bilan (en euros)

	Entreprises liées		Entreprises lien de participation	Autres	Total	Total N-1
	Amont	Aval				
<u>Engagements donnés</u>						
<u>Engagements de financement</u>	⋮	⋮	⋮	180 625 032,52	180 625 032,52	<u>208 885 656,21</u>
En faveur des établissements de crédit	-	-	-	-	-	4 800 000,00
En faveur de la Clientèle	-	-	-	180 625 032,52	180 625 032,52	204 085 656,21
<u>Engagements de garantie</u>	⋮	⋮	⋮	5 520 573,91	5 520 573,91	<u>9 119 489,95</u>
D'ordre d'établissement de crédit	-	-	-	2 359 984,11	2 359 984,11	2 570 173,72
D'ordre de la Clientèle	-	-	-	3 160 589,80	3 160 589,80	6 549 316,23
<u>Engagements sur titres</u>	⋮	⋮	⋮			⋮
Titres acquis avec faculté de reprise	-	-	-	-	-	-
Autres engagements donnés	-	-	-	-	-	-
<u>Engagements reçus</u>						
<u>Engagements de financement</u>	⋮	⋮	⋮			⋮
Reçus des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Reçus de la clientèle						
<u>Engagements de garantie</u>	<u>30 807 000,00</u>	⋮	⋮	785 936 476,51	816 743 476,51	<u>974 057 761,17</u>
Reçus des établissements de crédit	30 807 000,00	-	-	785 936 476,51	816 743 476,51	974 057 761,17
Reçus de la clientèle	-	-	-	-	-	-
<u>Engagements sur titres</u>	⋮	⋮	⋮			⋮
Titres vendus avec faculté de reprise	-	-	-	-	-	-
Autres engagements reçus	-	-	-	-	-	-
<u>Engagements donnés ne figurant pas au hors bilan</u>	⋮	⋮	⋮			⋮
Reçus d'établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
En faveur de la Clientèle	-	-	-	-	-	-
Autres valeurs affectées en garantie	-	-	-	-	-	-
<u>Engagements reçus ne figurant pas au hors bilan</u>	⋮	⋮	⋮	3 842 039 451,83	3 842 039 451,83	<u>3 962 313 341,40</u>
En faveur des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Garanties reçues de la clientèle	-	-	-	3 842 039 451,83	3 842 039 451,83	3 962 313 341,40
Autres valeurs reçues en garantie	-	-	-	-	-	-

Engagements Hors- Bilan sur instruments financiers à terme 31/12/2025 (en milliers d'euros)

	Couverture Marché de gré à gré Opérations de taux intérêts SWAPS	Couverture Marché de gré à gré Opérations de taux intérêts COLLAR & CAPS	Couverture Marché de gré à gré Opérations de taux intérêts OPTIONS
< 5 ANS	20 000	-	-
> 5 ANS	212 752	-	-
TOTAL	232 752	-	-
Juste valeur des instruments financiers	-	-	-
Contreparties	La banque postale		

Tableau n° 17 : Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (en euros)

	Avant impôts	Impôts	Après impôts
Résultat courant	46 417 104,14	13 000 706,41	33 416 397,73
Résultat exceptionnel	-	-	-
Participation des salariés	711 025,85	205 657,00	505 368,85
Résultat comptable	47 128 129,99	13 206 363,41	33 921 766,58

Incidence des dispositions fiscales (en euros)

Résultat net de l'exercice	33 921 766,58
+dotations de l'exercice aux provisions réglementées	
- reprises de l'exercice sur provisions réglementées	
- réduction d'impôt du fait des dotations	
+augmentation d'impôt du fait des reprises	
Résultat hors dispositions fiscales	33 921 766,58

Accroissement et allègement de la dette future d'impôts (en euros)

Nature des différences temporaires	Montant
Accroissements	
Provisions réglementées	
Amortissements dérogatoires	
Total accroissement de la dette future d'impôts	-
Allègements	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	12 178 603
Autres différence temporaires	244 002
C3S	425 688
Total allègement de la dette future d'impôts	12 848 293

V. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la société Louvre Banque Privée SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Louvre Banque Privée SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité des comptes.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « III. Principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n°2023-03, modifiant le règlement ANC n°2014-07, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations - Point clé de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Provisionnement du risque de crédit sur les engagements octroyés à la clientèle

Point clé de l'audit :

Louvre Banque Privée SA constitue des dépréciations pour couvrir des risques avérés de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. Les dépréciations sont estimées sur une base individuelle pour les créances correspondant aux encours douteux compromis. Pour les créances douteuses, les dépréciations sont estimées sur une base statistique, en retenant un taux de provisionnement issu d'une approche déclinée par nature de garantie, ou sur une base individuelle pour certains dossiers.

Les principes suivis en matière de provisionnement du risque de crédit sont décrits dans la note 3.8. « Prêts et créances et risques de crédit » de l'annexe aux comptes annuels. Au 31 décembre 2025, les encours douteux et douteux compromis s'élèvent respectivement à 80,5 millions d'euros et 69,4 millions d'euros, et les dépréciations associées à 4,3 millions d'euros et 34 millions d'euros, comme indiqué dans le tableau n°14 « Risques de crédit - Ventilation par type de contrepartie des clients douteux et douteux compromis » de l'annexe aux comptes annuels.

Compte-tenu de l'importance des opérations avec la clientèle à l'actif du bilan et de l'importance du jugement dans la détermination des dépréciations pour risque de crédit, nous avons considéré que leur estimation au 31 décembre 2025 constituait un point clé de notre audit.

Réponse d'audit apportée :

Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place par la direction pour identifier les créances douteuses et évaluer le montant des dépréciations sur encours douteux et douteux compromis.

Nous avons testé l'efficacité des contrôles jugés clés pour notre audit mis en œuvre par la société pour :

- l'identification des encours douteux,
- l'évaluation des flux recouvrables et de la valeur des garanties reçues,
- la correcte application des modalités de provisionnement définies aux encours douteux ou douteux compromis à la clôture,
- l'intégrité de leur traduction en comptabilité.

Nous avons pris connaissance du fonctionnement et des principales conclusions des comités spécialisés de la banque qui sont chargés du suivi des créances sensibles, douteuses ou contentieuses et nous avons revu la documentation justifiant le niveau des provisions constituées.

Nous avons apprécié le caractère approprié de l'information donnée dans les notes annexes aux états financiers.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Louvre Banque Privée SA par vos assemblées générales du 1^{er} octobre 2013 pour le cabinet KPMG SA et du 31 mai 2022 pour le cabinet Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG SA était dans la 13^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars SA dans la 4^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité des comptes

Nous remettons au Comité des comptes un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 7 mai 2026

KPMG SA
Xavier DE CONINCK
Associé

Levallois Perret, le 7 mai 2026

Forvis Mazars SA
Charles DE BOISRIOU
Associé

VI. — Rapport de gestion

Un rapport de gestion est mis à la disposition du public, au siège social, 48 rue du Louvre 75001 Paris.